

# La reprise doit surtout être celle des luttes !

En cette rentrée, s'il y en a qui peuvent être heureux, ce sont les patrons. Et comment !

La Belgique compte 900 millionnaires et 1 milliardaire de plus qu'avant le Covid. Les bénéficiaires des entreprises du Bel20, cotées à la bourse de Bruxelles, n'ont jamais augmenté aussi rapidement, en hausse de 87% en juin. Et si l'on inclut les petites et moyennes entreprises cotées en bourse, la hausse est de 160 % !

Les bénéficiaires des entreprises de matériaux et les groupes chimiques comme Solvay, Umicore et Bekaert, mais aussi celles de l'immobilier ont été quasiment multipliés par quatre. Et malgré la crise, les entreprises belges ont réservé, pour ce deuxième trimestre 2021, 2 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Au-delà du Bel20, c'est l'ensemble du grand patronat qui se frotte les mains, car il ne s'est pas contenté d'encaisser les aides de l'État, il a aussi profité de la situation pour restructurer, resserrer la vis aux salariés et renforcer l'exploitation.

Quel patron n'a pas sauté sur l'occasion pour utiliser le chômage partiel, payé par l'État, et imposer des cadences infernales sur les temps travaillés ? Lequel n'a pas utilisé la crise pour bloquer les salaires et ne pas payer certaines primes ? Lequel n'en a pas profité pour renvoyer des CDD et des intérimaires ou pour mettre en place de nouveaux plans de compétitivité et de licenciement ?

C'est le labeur de millions de salariés qui a produit les milliards de profits et de dividendes. Et la pression mise sur les exploités est au plus haut, y compris pour ceux qui télétravaillent.

Aujourd'hui, tout est en place pour faire trimer les travailleurs comme jamais et le patronat a de quoi se réjouir. Mais c'est autant de raisons pour les travailleurs d'être en colère, et il faut qu'elle s'exprime !

Des centaines d'emplois sont supprimés tous les mois. Les pénuries de

composants mettent des usines à l'arrêt et amputent les salaires de milliers de salariés. Allons-nous laisser les actionnaires se goinfrer, pendant que les travailleurs perdent leur gagne-pain ou n'arrivent plus à joindre les deux bouts ?

La crise sanitaire a fait basculer nombre de travailleurs dans le chômage et la misère, elle a bouché l'horizon de bien des jeunes.

Et puis, il y a la question des salaires. Même le ministre fédéral de l'emploi Pierre-Yves Dermagne reconnaît qu'il faudrait revaloriser les salaires des métiers en pénurie pour pouvoir répondre au problème de recrutement. Et de dire son « intention de plaider au fédéral pour que les salaires de ces métiers en pénurie puissent être revalorisés et les conditions de travail améliorées ». On peut être sûr que cela se soldera au mieux par des baisses de cotisations sociales pour ces employeurs et qu'ils ne seront pas forcés d'augmenter les salaires !

Ce gouvernement qui fixe l'augmentation maximale des salaires à 0,4% pour les deux prochaines années, qui condamne à la misère des millions de femmes et d'hommes et qui attaque les pensions n'en a rien à faire des bas salaires et des conditions de travail ! Tout cela est d'une hypocrisie sans nom !

Tout augmente : l'essence, le gaz, l'électricité, les loyers, les assurances, les prix des matériaux. Et tôt ou tard, la flambée des prix des céréales se répercutera sur les prix alimentaires, à commencer par celui du pain. Il n'y a que les salaires qui n'augmentent pas.

Alors l'appel de la FGTB à manifester le 24 septembre « contre la loi sur la marge salariale qui écrase nos salaires » est bien en dessous de ce qui serait nécessaire. La FGTB dit que cette loi, qui bloque les salaires belges en fonction des salaires des pays voisins, empêche les syndicats de négocier les augmentations de salaires.

Mais le niveau des salaires ne doit pas rester une discussion de salon entre syndicalistes et patronat, on voit depuis des années que ça n'apporte aucune amélioration. Il faut, qu'à la base, les travailleurs s'en mêlent et se battent pour l'augmentation générale des salaires et leur indexation sur l'inflation réelle.

La mobilisation du 24 septembre sera l'occasion d'aller dire sa colère et que les intérêts vitaux des travailleurs, leur emploi, leur salaire, leurs conditions de travail et leur retraite doivent passer avant les intérêts d'une classe de parasites

de plus en plus riches et irresponsables vis-à-vis de la société.

On ne peut pas compter sur les directions syndicales pour avancer sur ce chemin de la mobilisation. Mais tous les travailleurs conscients et les militants combatifs peuvent défendre la nécessité d'une réaction d'ensemble des travailleurs. Sans la conscience claire qu'il faudra s'en prendre aux profits des capitalistes, et donc à leur domination sur la société, aucune amélioration n'est envisageable pour le monde du travail.